

## **Les pratiques revendicatrices et stratégies de mobilisation des mouvements de contestation « Balai citoyen » au Burkina Faso et « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée.**

Par Arnaud Seminakpon Houénou

Assistant science politique/ Fadesp (UAC)

### **Résumé**

L'Afrique de l'ouest francophone a connu ces dernières années une accentuation des mouvements citoyens de contestation politique menés par des collectifs de jeunes. Ces derniers par leur activisme prennent part, dans leurs pays respectifs, à l'engagement et à la lutte, pour l'ouverture des espaces politiques, des questions sociales et plus de démocratie, qu'ils ne veulent plus laisser aux seules mains des politiques ou organisations syndicales. En mobilisant les modèles d'analyse des nouveaux mouvements sociaux et l'actionnalisme, nous montrons dans cette étude comparative, au travers des mouvements citoyens « Balai citoyen » au Burkina Faso et « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée, que ces mouvements comme d'autres, sont au cœur de la vitalité démocratique sur le continent noir. Il s'agit de la nécessaire réinvention de nouvelles formes de transformation sociale, des formes d'organisation et de la reconstruction du politique. Ces mouvements marquent par la même occasion le retour des citoyens ordinaires en tant qu'acteurs centraux de la scène politique.

## **Introduction**

### **I – « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » : pratiques revendicatrices et stratégies de mobilisation en contexte d’incertitude politique et de répression.**

A – Emergence et trajectoire des mouvements de contestation politique « Balai citoyen » au Burkina Faso et « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée.

1 - Participation spontanée, directe et horizontale des mouvements citoyens burkinabè et guinéens comme mode d’organisation.

2 - Implication de la population, engagement collectif : répertoire d’action de contestation des mouvements « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance ».

B – Une pluralité de formes de lutte mobilisées par les mouvements citoyens

1 – Le recours des mouvements citoyens guinéen et burkinabè à la non violence : une culture urbaine de la dissidence.

2 – L’usage du pouvoir d’information des médias sociaux : une revivification de la pensée politique.

### **II – Les mouvements de contestation au Burkina Faso et en Guinée pour la construction d’un espace d’autonomie des citoyens.**

A – Aux origines des mouvements « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance », une défense citoyenne face au pouvoir politique.

1 – Nous sommes le peuple et nous sommes là : nouvelle dynamique revendicatrice des citoyens guinéens et burkinabè.

2 – Des mobilisations citoyennes en Guinée et au Burkina Faso pour une identité politique nouvelle.

B – Entre soulèvement populaires et restaurations autoritaires : éléments de bilan de l’action du « Balai citoyen » et « stop à la mauvaise gouvernance ».

1 – Des mobilisations réprimées par le pouvoir politique

2 - Des mouvements inscrits dans le patrimoine des luttes politiques

## **Conclusion**

## INTRODUCTION

« Le chapeau du chef flotte dans l'air, les têtes se cognent pour savoir qui le portera. Que la paix aille mourir à la guerre pourvu qu'il y ait une tête qui soit couronnée roi »<sup>1</sup>. Les militants survoltés reprenaient dans les rues de Ouagadougou cet extrait de l'album du rappeur burkinabè Smarty pendant l'insurrection populaire de 2014 qui a fait tomber le président Blaise Compaoré. C'est par ces slogans que la jeunesse burkinabè à l'instar de la jeunesse guinéenne et celles d'autres pays en Afrique de l'Ouest, ont fait entrer le continent noir dans un épisode de mobilisation, de contestation et de revendications politiques qui expriment la volonté des citoyens d'établir de nouveaux modes de contrôle des actes et décisions de leurs dirigeants. Cet article se propose d'analyser la logique inhérente à deux processus de transformation politique par le biais des mouvements sociaux de contestation le « Balai citoyen » au Burkina Faso et « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée. Sous le poids des impondérables tant internes qu'externes, les citoyens burkinabè et guinéen ont déclenché des mouvements de contestations politiques sous l'impulsion, pour les Burkinabès, d'une crise de légitimité du pouvoir sur fond de révision constitutionnelle. Et pour les Guinéens, d'un nouveau rapport de force citoyens contre le pouvoir. Le choix de ces deux pays, est inspiré par une double raison, celle d'abord d'une contagion régionale des mouvements sociaux de contestation et celle se référant au blocage de l'espace politique guinéen alors même que l'avènement du processus démocratique dans ce pays en 2010 présageait d'une nouvelle ère politique. Ainsi, du Burkina Faso à la Guinée, les différentes forces sociales en mouvement, ont soudainement remis en cause les discours selon lesquels ces deux pays étaient définitivement entrés dans l'ère de la dépolitisation<sup>2</sup>. Ils ont en effet, permis de renouveler les analyses qui expliquaient la lassitude et le détachement des citoyens burkinabè dans la défense de leurs intérêts collectifs à l'intérieur d'un régime semi démocratique<sup>3</sup>, et l'éternelle soumission à la fatalité du côté de régime autoritaire guinéen. A rebours de ce discours, la résurgence de l'esprit de contestation en Guinée et au Burkina Faso, a démontré par sa fulgurance et sa capacité à modifier le paysage politique, que les citoyens, quels qu'ils soient et quelle que soit leur condition ne renoncent jamais à l'idée de revendiquer leur droit et leur liberté.

Le surgissement de ces mouvements au Burkina et en Guinée, ne sont pas un mode nouveau de contestation politique. Il faut dire que les contestations sociales ont toujours existé et accompagné les décisions et les actes des gouvernants. Cependant, l'étude des mouvements sociaux africains, ne rentre pas tout à fait dans l'utilisation de certaines théories occidentales d'analyse. Ceci est peut-être dû à l'usage de

---

<sup>1</sup>Extrait de l'album *Afrikan kouleurs, le Chapeau du chef*, 2012.

<sup>2</sup>A. OGIEN, S. LAUGIER, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, 2014, p.7.

<sup>3</sup>G. BAJOIT, *Le changement social. Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2003, p.16-17.

certaines concepts généraux comme « société post-industrielle »<sup>4</sup> ou encore la différence entre « anciens » et « nouveaux » mouvements sociaux, qui n'ont pas toujours d'équivalents dans le contexte africain. A cette fin, les principales approches d'analyse de ces mouvements qui utilisent notamment les notions de société civile et du modèle du processus politique arrivent difficilement à les expliquer. De ce fait, il peut être utile pour nous d'apporter un éclairage sur certains de ces concepts afin de cerner le modèle en cours dans notre étude par delà leurs particularités. Pour mieux rendre compte ici de ces nouveaux phénomènes, et dépasser surtout les limites de ces deux approches, nous mobilisons le concept des « nouveaux mouvements sociaux » de contestation qui participent de la transformation politique de fond dans ces deux pays.

La notion de mouvement social apparaît dès 1848, introduit par Lorenz von Stein dans son ouvrage *Socialist and Communist Movements since the Third French Revolution*<sup>5</sup>. L'auteur définit les mouvements sociaux, comme des « *mouvements à caractère politique et militant ayant pour objectif principal l'acquisition de droits sociaux et qui favorisent par la même occasion l'accès quantitatif et qualitatif des citoyens ordinaires à des ressources et biens publics réservés à une minorité privilégiée* »<sup>6</sup>. Ce sont des mouvements structurés, hiérarchisés dominés par des syndicats et partis politiques. Dans cette perspective, Erik Neveu pense un mouvement social comme une forme d'action concertée en faveur d'une cause qui n'est pas toujours politique mais avec un adversaire bien identifié<sup>7</sup>. Ils s'apparentent à l'action collective qui sont des situations dans lesquelles se manifestent des convergences entre une pluralité d'agents sociaux<sup>8</sup>. Mais, Alberto Melucci distingue "l'action collective" du "mouvement social". « L'action collective implique l'existence d'une lutte entre deux acteurs pour l'appropriation et l'orientation de valeurs sociales et de ressources, chacun des acteurs étant caractérisé par une solidarité spécifique ». « L'action collective inclut aussi tous les types de comportement qui transgressent les normes qui ont été institutionnalisées dans des rôles sociaux, qui vont au-delà des règles du système politique et / ou qui attaquent la structure d'une société de classes »<sup>9</sup>. Suivant Erik Neveu, l'action collective et les « nouveaux mouvements sociaux » appartiennent à un même répertoire d'action de revendication politique. De fait, le

---

<sup>4</sup> N. McSWEEN, « Repenser l'analyse des mouvements sociaux africains », Chaire de recherche en développement des collectivités, mars 2010, p.2

<sup>5</sup> M. GRAWITZ (dir.), *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2000, p. 221.

<sup>6</sup> Nous prenons ici ce terme dans le sens où Hélène Hatzfeld l'emploie dans son ouvrage sur : Les légitimités ordinaires. Au nom de quoi devrions-nous nous taire ?, *L'Harmattan, Paris, 2011, p.268*. Non pas pour qualifier des gens sans compétences, non savants, mais plutôt pour dire la qualité de tous ceux qui, depuis leur position quelconque dans la société, se saisissent en pratique, à un moment donné, d'une question liée « *au quotidien, au banal* », sans se prévaloir de connaissances précises sur le sujet en question.

<sup>7</sup> E. NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2019, p.4.

<sup>8</sup> Idem.

<sup>9</sup> A. MELUCCI, « The new social movements : a theoretical approach », *social science information*. vol. 19 n° 2, 1980.- p. 202.

mode de représentation relativement élitiste des mouvements sociaux a induit une nouvelle forme de militantisme social conduit par les citoyens eux-mêmes sans partis politiques ni syndicats. La notion de « nouveaux mouvements sociaux » se réfère à un double phénomène. D'une part, c'est l'expression utilisée pour désigner des formes et des types originaux de mouvements de contestation qui ont émergé dans les années 1960-1970 porteurs d'une nouvelle façon de lutte<sup>10</sup>, d'autre part, le phénomène renvoie aux travaux théoriques de l'analyse sur les particularités de ces mobilisations. Par-delà la qualification de la « nouveauté » des mouvements, le courant théorique des nouveaux mouvements sociaux constitue surtout une critique du cadre d'analyse marxiste<sup>11</sup>. Dans un cadre d'analyse marxiste en effet, les luttes sociales sont considérées comme les manifestations les plus visibles des contradictions objectives du système de domination capitaliste. Elles sont révélateurs d'une nouvelle dynamique d'action de contestation politique. Une modification dans l'état social, politique et économique<sup>12</sup>, mais aussi comme l'action collective orientée vers un changement social, politique<sup>13</sup>. Dès lors, on peut voir apparaître une double notion : celle de changement et de modification - liée elle-même à l'idée d'action, d'activisme, et de processus - exprimant l'idée de continuité dynamique. En clair, les mouvements des foules dans les rues de Ouagadougou et de Conakry protestant contre leur gouvernements respectifs portent en eux l'idée persistante de transformation sociale par l'action opposée à la stagnation sociale, la tradition, et le statu quo<sup>14</sup>. Selon cette logique contestataire et de changement, Charles Tilly a montré que les nouveaux mouvements sociaux sont répertoriés comme étant de véritables outils qui permettent aux citoyens de prendre part activement à la politique. Pour cela, l'auteur identifie trois éléments principaux qui caractérisent ces mouvements :

- les campagnes, représentant des efforts structurés plus ou moins continus en vue d'adresser des demandes aux autorités-cibles ;
- un répertoire d'action commun de caractère contestataire : qui fait recours à une combinaison de modes d'action adressés au pouvoir et au large public et une
- démonstration publique de leur unité, capacité d'agir, singularité, dignité, mérite et performance publique<sup>15</sup>. A partir de là, l'ordinaire d'un nouveau mouvement social constate Erik Neveu, ce sont des femmes et des hommes qui agissent, partageant intérêts, émotions, espoirs. C'est encore une occasion privilégiée de mettre en question le monde social tel qu'il tourne, de dire le juste et l'injuste. C'est parfois

---

<sup>10</sup> D.CHABANET, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presse de Science Po 2<sup>ème</sup> Edition, pp.403-410.

<sup>11</sup> N. McSWEEN, *Repenser l'analyse des mouvements sociaux africains*, op.cit., p.8.

<sup>12</sup> A.Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978, pp.83-84.

<sup>13</sup> Idem.

<sup>14</sup> R. KRASTANOVA, *Les nouveaux mouvements sociaux : le cas du mouvement écologique en Bulgarie*, Thèse de Doctorat, Université de Bourgogne, 2015, p.55.

<sup>15</sup> C. TILLY, *Social Movements 1768-2004*, Londres, Paradigm Press, 2004, p. 262.

poursuit-il le levier qui fait bouger la politique et la société, l'événement partagé qui fait mémoire pour une génération.<sup>16</sup>

En élargissant le cadre d'analyse, on peut s'apercevoir que Sydney Tarrow, pour sa part, voit les nouveaux mouvements sociaux comme des défis collectifs lancés aux autorités par des citoyens motivés et déterminés pour la défense des objectifs communs face aux autorités politiques<sup>17</sup>. A partir de cette définition, il marque une distinction entre les mouvements citoyens et les partis politiques<sup>18</sup>. Ainsi, Sydney Tarrow identifie plusieurs caractéristiques essentielles des mouvements sociaux. Pour lui, ils sont en premier lieu des mouvements circonstanciés, qui sont une réaction des citoyens face à une situation particulière, par lesquels ils expriment aussi individuellement et collectivement leur mécontentement. Deuxièmement, ils sont des formes d'expression, d'organisation et d'action extra-institutionnelle. Troisièmement, Tarrow pense que les mouvements de contestation sont inclusifs, réunissant des militants et associations à profil idéologique et organisationnel souvent hétéroclites<sup>19</sup>. De là, il en déduit une quatrième spécificité selon laquelle les nouveaux mouvements sociaux sont ouverts – ils possèdent une structure dynamique et acceptante. Enfin, pour Sidney Tarrow les mouvements sociaux transcendent le niveau national et intègrent des réseaux transnationaux, de citoyens confrontés à un même enjeu socio-politique<sup>20</sup>. Cette autonomie est considérée comme émancipatrice mais également, comme souligne Camille Goirand, elle atteste de « *la méfiance des acteurs des mobilisations vis-à-vis des corporatismes d'État, des populismes et, plus largement, vis-à-vis de toute tentative d'instrumentalisation* »<sup>21</sup>.

Ainsi, sans être totalement un nouveau répertoire d'action politique, ni même complètement détachées de toute tradition de manifestation, les formes actuelles de mobilisation citoyenne en Guinée et au Burkina revêtent néanmoins des modalités spécifiques de la modernité qui les différencient des mouvements sociaux. Dès lors, pour des raisons de cohérence dans notre étude, nous retiendrons la notion de mouvement ou de mobilisation citoyenne en lieu et place de mouvements sociaux. Ceci principalement pour montrer que les foules compactes dans les rues de Ouagadougou et de Conakry, étaient des citoyens de toutes classes sociales de toutes conditions sociales sans étiquettes syndicales ni partisans qui réclamaient plus de liberté, plus de justice sociale ou qui s'opposaient à des révisions constitutionnelles.

La Guinée post indépendante a été un pays dans lequel toute possibilité de protestation quelque soit les formes étaient presque totalement impossibles dans la mesure où le régime politique instauré par le

---

<sup>16</sup> E. NEVEU, Sociologie des mouvements sociaux, op.cit., p.2

<sup>17</sup> T. SIDNEY, *Power in Movement, Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p.7.

<sup>18</sup> Ibid.

<sup>19</sup> Ibid.

<sup>20</sup> T. SIDNEY, *Power in Movement, Social Movements and Contentious Politics*, op. cit., p.8

<sup>21</sup> C. GOIRAND. « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine », *Revue française de science politique*, vol.60 mars 2010, pp. 445-466.

président Sékou Touré et perpétué par son successeur le président Lansana Conté était très répressif, privatif de liberté d'expression et d'association. En somme un espace politique fermé à toute sorte d'expression citoyenne. Le Burkina Faso contrairement à la Guinée était un foyer de contestation avec une sorte de tradition contestataire malgré le régime de Compaoré qui avait bridé toute forme d'opposition. L'étude de ces deux pays en orientant la réflexion sur les contraintes sociales et politiques, permettrait de comprendre les facteurs explicatifs de la divergence de trajectoire dans l'émergence et le mode d'action des deux mouvements citoyens. Les acteurs citoyens dans le contexte politique et social de ces deux pays, apparaissent comme des « méta acteurs »<sup>22</sup>. Ils sont déterminants du changement politique dans la mesure où par leur activisme ces acteurs ont essayé de changer l'état des lieux socio-politiques. Au regard de cette fièvre contestataire, on peut dire que c'est la déclinaison d'un momentum global de la « politique de la rue »<sup>23</sup>. Cette dynamique de mobilisation est portée jusqu'au cœur de ces régimes répressifs burkinabè et guinéen pour ouvrir des espaces de liberté<sup>24</sup> et constituer de véritables contre-pouvoirs<sup>25</sup>.

Le coup d'Etat du capitaine Moussa Dadis Camara le 23 décembre 2008, a mis fin en Guinée à plus d'un demi siècle de régime dictatorial et répressif des présidents Sékou Touré et Lansana Conté. Il a ainsi ouvert l'espace politique guinéen et induit par la même occasion les premières élections présidentielles démocratiques en 2010 remportées par Alpha Condé. A la suite des deux mandats, le président décide de modifier la constitution aux fins de faire un troisième mandat présidentiel au mépris des règles constitutionnelles de limitation du mandat présidentiel. Ceci entraîne une politique qui a mobilisé la jeunesse guinéenne qui s'est organisée en mouvement de protestation dans un contexte socio-politique dégradé. Le réveil de la « politique de la rue » à travers le militantisme des citoyens burkinabè en 2014 et en Guinée en 2020 a modifié fondamentalement les paradigmes de revendication socio-politique dans ces pays. Il est soudain apparu que les communautés nationales ne sont pas toujours et tout à fait serré dans les sangles des rythmes politiques imposés par les responsables politiques, ni même complètement engluées dans des registres de dépolitisation fatalistes. Il s'est donc révélé à travers le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » qu'ils obéissent à des rationalités abstraites qui échappent aux détenteurs du pouvoir parce qu'ayant leur propre temporalité, qui est celle du changement social, de la liberté et de l'évolution des mentalités.

---

<sup>22</sup> A. TOURAINE, *Le retour de l'acteur*. Paris, Essai sociologique, Fayard 1984, p.279.

<sup>23</sup> M. ANCELOVICIA, P. DUFOUR et H. NEZ, *Street politics in the age of austerity: from the indignados to occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016, p.25.

<sup>24</sup> B. CISSÉ, « L'espace publique politique ou le lieu de la construction déconstructive, In, A-t-on enterré l'espace publique » ? *Cairn*, avril 2013, pp.69-85.

<sup>25</sup> I. Touré, « Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest : étude comparée des mouvements de contestation « Y'en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso, *Afrique et Développement* Vol. 42, No. 2, Numéro spécial sur l'Étude des dynamiques identitaires obliques 2017, pp.57-82.

Les mouvements citoyens de contestation, « Le Balai citoyen » au Burkina Faso et « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée sont apparus dans le paysage politique en Afrique de l'ouest comme porteurs d'une vitalité démocratique qui diffère, sur le fond comme sur la forme, de l'ancien modèle de participation politique des groupes syndicaux ou de partis politiques. Le dynamisme exceptionnel de ces mouvements est porté notamment par les immenses possibilités qu'offrent l'internet et les réseaux sociaux comme relais des actions revendicatrices pour le grand nombre. Il a ainsi offert de nouvelles opportunités médiatiques pour le resurgissement de nouvelles formes d'action<sup>26</sup>. La participation politique en ligne, sur Facebook notamment, a permis au grand nombre, la production et la circulation de l'information, nécessaire à l'éclosion du débat politique accessible à l'audience connectée qui, par ailleurs, est de plus en plus large grâce aux téléphones portables. Ainsi, Facebook, Twitter et WhatsApp se sont insérés dans les règles traditionnelles du jeu politique au Burkina et a introduit pendant le soulèvement général d'octobre 2014, un nouveau chapitre numérique de la communication politique. Les réseaux numériques de communication, apparaissent donc comme un espace public<sup>27</sup> supplémentaire de confrontation entre les acteurs politiques et les citoyens. Les cyberactivistes burkinabè et guinéens s'y sont engouffrés faisant d'internet un outil de communication dissidente et même séditeuse à l'endroit des gouvernements<sup>28</sup>. Dès lors, on peut déduire que les réseaux numériques sont capables d'influencer le processus démocratique où de le provoquer en vue d'un changement social divergent<sup>29</sup> de la chose publique<sup>30</sup>. Ainsi, l'émergence du « citoyen connecté », pour reprendre la formule de Manuel Castels<sup>31</sup>, contribue, non seulement à la nouvelle technologie de création de réseaux citoyens<sup>32</sup>, mais utilise aussi le même biais pour créer une

---

<sup>26</sup>D-J. ZOUHA, « Tic et conflit social : le redéploiement des médias sociaux dans la Tunisie post-révolution », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p.189 à 198, consulté le samedi 21 septembre 2019, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014/supplement-b/16-tic-et-conflit-social-le-redeploiement-des-medias-sociaux-dans-la-tunisie-post-revolut>

<sup>27</sup> Il existe bien une distinction entre l'espace public au sens habermasien qui met en son centre la notion de débat et espace de publicisation des affaires de la cité au sens de Dominique Wolton qui traite des espaces publics ou médiatiques alternatifs.

<sup>28</sup> P. MOUNDOUNGA MOUITY, « Contester sur internet. Usages et enjeux des Tic chez les cyberactivistes gabonais des diasporas, *Revue Béninoise de Sciences Politiques*, Vol.5, N°1, 02/2021, p.53.

<sup>29</sup> D. ERIC ; R. SÉBASTIEN, « Internet est-il un espace public ? », *Clermont Université*, 2013 (en ligne) <http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/docs/00/84/88/35/PDF/>

<sup>30</sup> P. FLICHY, « La démocratie 2.0 », *Etudes*, tome 412 [en ligne] <http://www.cairn.info/revue-etudes-2010-5-page-617.htm>. Voir aussi Cardon, Dominique, *La démocratie Internet : promesses et limites*, Seuil, Paris, 2010, p. 102, de même Monnoyer-Smith, Laurence, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques », *Participations*, n° 1, 2011, [en ligne] <http://www.cairn.info/>)

<sup>31</sup>M. CASTELS, *La société en réseaux*. Paris, Fayard, 1998, p.135.

<sup>32</sup> B. MIÈGE, *La société conquise par la communication : tome 3. Les Tic entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG, 2007, p. 235.

nouvelle façon de communiquer et d'interagir entre les acteurs capables d'influer sur le processus décisionnel<sup>33</sup>.

Dans ce contexte de nouvel dynamisme politique des citoyens, il peut être nécessaire de s'interroger sur l'impact de la forme d'organisation dans le succès ou l'échec relatif des mouvements citoyens « Balai citoyen » au Burkina Faso et « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée. En clair, est-ce que le mode d'organisation des mouvements citoyens burkinabè et guinéen a déterminé le succès ou l'échec relatif de ces deux mouvements ? Est-ce que ces mouvements ont modifié le rapport des citoyens à la politique ? L'étude que nous faisons dans ce texte, s'appuie sur les mouvements citoyens qui ont eu lieu dans les rues et sur les places publiques au Burkina Faso et en Guinée. C'est à travers le prisme du mode d'organisation de ces mouvements citoyens que nous analyserons la validité des hypothèses que suscite l'émergence de ces deux mouvements citoyens soumis à des ordres de contrainte relativement similaires. Elle essaiera, en effet, de démontrer que les capacités des citoyens à se régénérer, à renouveler le cadre du politique et à se créer des espaces de liberté nonobstant le contexte dans lequel ils évoluent, dépassent les limites et les contraintes qu'ont imposé ces Etats. Elles indiquent par la même occasion, le nouveau rapport des citoyens guinéens et burkinabè à la politique.

Pour mener à bien cette recherche, nous prenons appui sur différentes observations en ligne<sup>34</sup>, des entretiens téléphoniques et des échanges de courriels<sup>35</sup> avec certains militants en Guinée comme au Burkina. Sur le plan théorique, nous nous situons au croisement de deux modèles d'analyse pour comprendre les ressorts de l'action sociale et citoyenne, dans l'émergence des mouvements « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance ». Il s'agit du modèle des dynamiques contestataires et de l'actionnalisme. Le modèle des dynamiques contestataires permet de porter l'attention non seulement sur les organisations de mouvement social et sur les facteurs de causalité de leur mobilisation, mais sur l'ensemble de ce qui se passe dans la séquence temporelle qui constitue des épisodes contestataires<sup>36</sup>. C'est un modèle suivant Nathalie McSween<sup>37</sup> qui définit le cadre analytique permettant d'étudier et de comparer les phénomènes contestataires de différents pays et, de ce fait, d'identifier des variables qui, malgré les variétés des trajectoires historiques des différents pays et les variations des facteurs

---

<sup>33</sup> D-J. ZOUHA, « Tic et conflit social : le redéploiement des médias sociaux dans la Tunisie post-révolution », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 189 à 198, consulté le mercredi 17 avril 2019, [en ligne] URL : <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2014-supplementB/16-Dahmen/index.html>.

<sup>34</sup> Les observations ont été faites sur le réseau social Facebook. Au plus fort de l'occupation des places et des rues au Burkina Faso, il y avait une forte occupation de ce réseau faisant de lui une tribune démocratique. Les interactions entre citoyens militants en a fait le premier média numérique et un espace politique de délibération

<sup>35</sup> L'étude a nécessité une dizaine d'entretiens et une vingtaine d'échanges par courriel.

<sup>36</sup> L. Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, coll. La Discorde, 2004, p.135.

<sup>37</sup> Nathalie McSween, « Repenser l'analyse des mouvements sociaux africains », op.cit.,p.8.

conjoncturels, peuvent servir de fondement à l'analyse comparative. Ce qui s'inscrit dans les cas des deux mouvements objets de notre étude. Le modèle de l'actionnalisme, postule l'hypothèse principale de la capacité des « nouveaux » mouvements sociaux à agir comme acteurs historiques sur la société pour la transformer<sup>38</sup>. Ce désir de transformation, comme on le verra, est à l'origine du déclenchement des deux mouvements. Il est question ici, dans la logique de Françoise Massit-Folléa et Cécile Méadel, « de ne plus considérer la pratique politique comme l'apanage des partis et organismes officiels, et de prendre en considération ce qui se fait « hors les murs », pour reprendre les termes de Bernard Manin »<sup>39</sup>. La démarche proposée dans cette étude, s'articule autour de deux axes : le premier abordera le mode d'organisation des mouvements de contestation politique au Burkina Faso et en Guinée (I). Et dans le deuxième axe, se portera sur les deux mouvements comme un nouveau rapport des citoyens à la politique (II).

### **I – « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » : pratiques revendicatrices et stratégies de mobilisation en contexte d'incertitude politique et de répression.**

Le Burkina Faso et la Guinée ont été le théâtre d'une situation sociopolitique des plus tumultueuses ces dernières années. En raison de la fermeture des espaces de liberté, de dévoiement des principes démocratiques, de la gestion prédatrice des ressources et de la corruption, on a assisté à l'émergence soudaine des mouvements citoyens de contestation dans ces deux pays (A), qui ont mis en place de différentes stratégies de lutte politique (B).

#### **A – Emergence et trajectoire des mouvements de contestation politique « Balai citoyen » au Burkina Faso et « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée.**

Le surgissement des mouvements citoyens de contestation au Burkina Faso et en Guinée, a mis au goût du jour une nouvelle forme d'action politique spontanée transversale et directe (1) avec un engagement collectif des citoyens pour des causes communes (2).

#### **1 – Participation spontanée, directe et horizontale des mouvements citoyens burkinabè et guinéens comme mode d'organisation.**

On ne saurait appréhender aujourd'hui les situations ayant favorisé les bouleversements des espaces socio-politiques au Burkina Faso et en Guinée dans la lutte pour le changement politique, sans se référer aux dynamiques protestataires d'hier. L'émergence des mouvements citoyens burkinabè « Balai citoyen » et

---

<sup>38</sup> A. TOURAINÉ, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978, p.10.

<sup>39</sup> Françoise Massit Folléa et Cécile Méadel, « Introduction : communication et débat public », *Hermès*, n°47, 2007, pp. 9-17.

guinéen « Stop à la mauvaise gouvernance », ne sont pas sans connexion avec la période coloniale et la période autoritaire des régimes issus des indépendances. Au Burkina Faso, le contexte politique issu des indépendances était déjà porteur des germes d'une dynamique contestataire. En 1966, un soulèvement populaire d'une ampleur exceptionnelle avait mis fin au régime du président Maurice Yaméogo. Mais cette dynamique a été rapidement confisquée par l'armée jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Thomas Sankara après une succession de coup d'Etat. Après la parenthèse Sankara qui n'a duré que quatre années, la situation politique s'est de nouveau figée pendant les vingt sept ans de pouvoir semi autoritaire du président Compaoré durant lesquels l'espace politiques et social burkinabè était fermé et hostile à toute possibilité de revendication. Contrairement au Burkina Faso, la situation en Guinée était différente étant donné la trajectoire politique particulière de ce pays. De fait, après les indépendances, il était inimaginable de voir des mouvements de contestation populaire directement dirigés contre le régime de Sékou Touré. Ceci en raison de l'encadrement militaire de la société et du niveau de répression. Au Burkina Faso par exemple, la répétition des coups d'Etat militaires combinés aux actions sporadiques des mouvements syndicaux et étudiants, constituaient en eux-mêmes des actes de militantisme majeurs susceptibles de provoquer une certaine contradiction du pouvoir notamment de 1957 à 1987. Après cette période, le peuple burkinabè a connu un long moment d'inaction après la confiscation du pouvoir par Blaise Compaoré qui va instaurer un régime de corruption et de répression<sup>40</sup>. Cependant, il y a eu des symboles très forts de la résistance comme le journaliste d'investigation indépendant Norbert Zongo<sup>41</sup>. A partir de l'assassinat de celui-ci en 1998, les mouvements ont commencé à se structurer et se densifier sur fond de revendication de plus de liberté, de démocratie. En dehors du mouvement de 1998, il y a eu les mouvements de 2006<sup>42</sup> avec l'arrestation des étudiants suite à une conférence de presse donnée à l'université de Ouagadougou, et celui de 2007-2008 contre la vie chère<sup>43</sup>. Cette lame de fond a atteint son paroxysme en 2011 avec le premier mouvement citoyen, « Blaise Dégage »<sup>44</sup>. La Guinée a connu une fortune diverse. Après son indépendance en 1958 avec le président Sékou Touré, l'espace politique guinéen a été complètement fermé et ne favorisait guère l'émergence de mouvements de contestation.

---

<sup>40</sup>Après son coup d'Etat en 1987, Blaise Compaoré a instauré un régime politique très dur appelé « rectification » par laquelle tous les opposants à son régime ont été assassinés en faisant disparaître par la même occasion tout ce qui restait du règne de Sankara son prédécesseur. Son architecture commence à se fissurer à partir de 1998, après l'assassinat de Norbert Zongo.

<sup>41</sup> Le journaliste Norbert Zongo, après avoir commencé une investigation sur la mort suspecte de David Ouedraogo, le chauffeur de François Compaoré, le frère du président Blaise, il est assassiné le 13 décembre 1998. En réaction à cet assassinat, de nombreuses manifestations ont eu lieu dans le tout le pays.

<sup>42</sup> Une émeute déclenchée par des étudiants suite à une conférence de presse qui a été violemment réprimée par la police.

<sup>43</sup> A Ouagadougou et dans plusieurs villes du Burkina-Faso, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé aux cris de "Non à la vie chère "A bas les corrompus !".

<sup>44</sup> La révolte de 2011 fait suite à la mort suspecte d'un lycéen Justin Zongo dans la ville de Koudougou. Battu à mort par les policiers, les manifestants demandent la fin de l'impunité pour les violences policières. De Koudougou, l'émeute a atteint tout le pays pendant es mois.

Toute contestation du pouvoir du dirigeant guinéen se soldait par des peines capitales. Les mouvements syndicaux presque inexistant, les opposants et autres pourfendeurs du régime étaient littéralement exécutés. Le surgissement des mouvements citoyens dans l'espace politique guinéen s'est fait dans un premier temps par l'action des syndicats notamment lors de la grande manifestation de 2007<sup>45</sup>. Par la suite et progressivement s'est constituée une nouvelle forme de contestation spontanée, transversale et directe. Les modes d'organisation des mouvements citoyens en Guinée et au Burkina Faso, ne sont ni structurés, ni hiérarchisés. De nature spontanés et non programmés, les mouvements citoyens « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance », ne sont pas encadrés et non représentés. Ils ont surgi dans l'espace public comme une agrégation de préférences individuelles sous forme de revendication. Cette tendance à l'affranchissement des « liens verticaux » (hiérarchisés), au profit des liens « horizontaux » (d'égal à égal) constitue une des dimensions essentielles de ces deux mouvements citoyens. En Guinée, ceux qui se sont mobilisés en vain contre la révision de la constitution pour le troisième mandat du président Condé, sont pour l'essentiel les citoyens ordinaires sans distinction sociale, catégorielle et de classe pour qui le respect des principes démocratiques doit être la chose la mieux partagée. Si cette forme d'organisation paraît stratégique pour bousculer les agendas institutionnels et contourner les contre-dispositifs des pouvoirs politiques, elle est autant critiquée comme une des faiblesses des acteurs protestataires.

De fait, sans leader « institutionnalisés », les mouvements burkinabè et guinéens ont eu du mal à dépasser le stade de stratégie protestataire, et ont butté sur l'absence de perspective et se sont essoufflé. « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée n'a pas réussi à aller au bout de ses revendications tellement la contre-stratégie gouvernementale a étouffé toutes les tentatives du mouvement. Au Burkina, le « Balai citoyen », après le départ du président Compaoré, n'avait plus une stratégie d'action et avait fini par dissoudre dans la masse son « exception revendicatrice ». Il faut dire que dans une dynamique interclassiste, les deux mouvements ont aggloméré des individus de tous genres : personnalités intellectuelles et artistiques, organisations sociales, des classes populaires mais aussi des « classes moyennes » dans une horizontalité ad hoc pour construire un maillage et un ancrage national des luttes et des revendications. Toutes ces mobilisations dont les formes horizontales sont voulues par les meneurs comme stratégie d'action, renvoient à une structure organisationnelle très flexible. Cette organisation à toutes les caractéristiques

---

<sup>45</sup> M. MACGOVERN, traduit par M-E Pommerolle, « Janvier 2007-Sékou Touré est mort », *Politique africaine*, n°107, 2007, pp. 125-145. Entre janvier et mars 2007, la Guinée a connu une période de troubles – des grèves générales, des manifestations, la mort de 120 civils. Le violent vent de protestation qui a alors soufflé sur le pays a entraîné une transformation majeure de la vie politique de ce pays. Ces changements ont d'abord concerné l'action publique et le personnel politique, mais la manière dont les Guinéens parlent de la politique, en pleine transformation depuis plusieurs années, a-t-elle aussi été affectée en profondeur.

d'un mouvement informel qui ne serait pas investi par des « entrepreneurs de causes »<sup>46</sup>, et par conséquent qui ne peuvent être phagocytés. Le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » ont tous les deux préféré une structuration acéphale dans le rassemblement en ne cherchant pas à surmonter les différences par une supra-identité idéologique ou collective<sup>47</sup>. N'étant pas centralisées, les mobilisations guinéenne et burkinabè de contestation citoyenne ne se sont mues que par un principe unificateur qui cristallise l'imaginaire collectif pour initier l'action des mouvements<sup>48</sup>. Leur transversalité structurelle, aussi bien dans la façon dont elles sont organisées que dans les périmètres de leurs actions, montrent comment les deux mobilisations n'appartiennent pas au cadre classique établi. Ainsi, cette stratégie acéphale de mobilisation peut être comprise comme la conséquence de l'échec relatif de l'action verticale imposée par les pouvoirs politiques pendant bien trop longtemps. Cette horizontalité permet donc d'être au plus près des citoyens concernés sans classification élitiste très souvent reproché aux anciens mouvements, rendant ainsi concret leur implication et leur engagement pour des luttes collectives.

## **2 – Implication de la population, engagement collectif : répertoire d'action de contestation des mouvements « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance ».**

Pour les citoyens balayeurs burkinabè, la lutte pour le changement n'est possible que si les populations au nom desquelles le mouvement mène sa lutte prennent une part active dans la lutte. Ce qui compte avant tout pour le « Balai citoyen » dans ses mobilisations, c'est l'implication de la population traduit en l'espèce par l'adage *moaga*<sup>49</sup> selon lequel : « *on ne rase la tête de personne en son absence* ». Le mouvement se revendique fortement de la figure de Thomas Sankara, "le premier cibal" (cibal : de "citoyen balayeur", militant du « Balai Citoyen ») qui, pour manifester son intime attachement à l'implication des populations dans la gestion des biens publics disait, « *nous préférons un pas avec le peuple, que dix sans le peuple* »<sup>50</sup>. De ce point de vue, le mouvement a essayé de faire en sorte de replacer

---

<sup>46</sup>D. SAYOUD, « Les mobilisations horizontales : tentative de compréhension d'un phénomène nouveau », *Humanitaire*, n° 41, juillet 2015, pp.74-79.

<sup>47</sup>N. GOLE, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio*, n°3, 2014, pp. 351-365.

<sup>48</sup>M. GARDENIER, « Mobilisation Horizontale : horizon incertain », *Rusca*, <http://www.msh-m.fr/le-numerique/edition-en-ligne/rusca/rusca-territoires-temps-societes/la-revue-en-ligne/numero-4-incertain-et-imaginaire/article/mobilisations-horizontales>

<sup>49</sup> « Moaga », langue mossi la plus parlée au Burkina Faso. Entretien avec un membre du Balai citoyen du mois de mai 2021.

<sup>50</sup> DIMÉ, MAMADOU, et al. « Entre La rue et l'Internet : Pratiques Revendicatives et Stratégies de Mobilisation De Y'en a marre, du Balai Citoyen, Filimbi et de la Lucha », *Africa Development / Afrique Et Développement*, vol. 45, no. 4, 2020, pp. 53-76. *JSTOR*, [www.jstor.org/stable/27008612](http://www.jstor.org/stable/27008612). Accessed 2 Aug. 2021.

le peuple au cœur de ses actions pour la défense de ses intérêts, l'amélioration de ses conditions de vie. Cette tactique d'action a pu permettre au mouvement burkinabè d'élargir la base d'adhésion à ses mots d'ordre de lutte.

En Guinée, le mouvement « Stop à la mauvaise gouvernance » n'a pas réussi à mobiliser toutes les couches populaires dans les mêmes proportions que le mouvement burkinabè. Le contexte sociopolitique guinéen n'a pas favorisé l'éclosion des forces vives en raison notamment des années de régimes dictatoriaux très fermés. Pendant cette période, entre l'option de participer au changement de l'espace politique ou de subir, les Guinéens semblaient avoir choisi de subir et à tout le moins de revendiquer ses droits seulement au travers des structures imposées par le pouvoir. Cette chape de plomb politique à presque anéanti pour longtemps les espoirs du peuple de se mobiliser pour changer son espace politique.

L'implication des populations pour la défense de leurs intérêts passe par leur engagement à se saisir des causes touchant à leur vie quotidienne. Les résistances opposées et les revendications formulées par ces mouvements sont en premier lieu le produit d'expériences vécues dans un quotidien dont la dégradation est directement indexée aux transformations structurelles en cours. De ce point de vue, les mouvements « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » et leurs acteurs ne sont pas idéologiquement prédéterminés mais plutôt mus par la nécessité de défendre collectivement les causes qui leur sont communes pour l'amélioration de leur quotidien. L'une de ces causes qui a servi de substrat au déclenchement des deux mobilisations citoyennes est à rechercher dans une même narration, celle des ambitions démesurées des chefs d'Etat burkinabè et guinéen de se maintenir au pouvoir au-delà des limites prévues par les constitutions nationales. Cet activisme populaire s'est imposé pour les citoyens guinéens et burkinabè comme le combat prioritaire, l'axe structurant des changements devant être opérés.

Dans une étude sur les constitutions africaines au titre aussi bien révélateur que provocateur : « A quoi servent les constitutions africaines ? Réflexions sur le constitutionnalisme africain »<sup>51</sup>, le professeur J.- F. Gonidec, en mettant en exergue la pratique constitutionnelle dans les Etats africains francophones de ces dernières années, s'est surtout interrogé sur l'utilité des constitutions africaines. Cette réflexion invite à constater comment les constitutions africaines font l'objet de tripatouillage et d'arrangements entre acteurs politiques dont la finalité prime parfois même sur la légalité des textes constitutionnels<sup>52</sup>. De fait, la

---

<sup>51</sup> P.-F. GONIDEC, « À quoi servent les Constitutions africaines ? Réflexion sur le constitutionnalisme africain », *RJPIC*, octobre-décembre 1988, n° 4, p. 849.

<sup>52</sup>A. KPODAR, « Politique et ordre juridique ; les problèmes constitutionnels posés par l'accord de Linas-Marcoussis du 23 janvier 2003 », *Revue de la recherche juridique, Droit prospectif*, avril 2005, p. 2503-2526.

constitution en Afrique francophone aujourd'hui, plus qu'hier, est marquée par une instabilité répétitive et chaotique<sup>53</sup>.

Sur ce plan, On peut ainsi constater que plusieurs gouvernements africains dans l'espace francophone ont procédé à des amendements, des modifications et où des révisions des textes constitutionnels ces dernières années<sup>54</sup>. Dans ce sens, le surgissement du « Balai citoyen » dans le champ politique burkinabè s'est fait pour dénoncer le dévoiement des principes démocratiques dont l'une des caractéristiques fondamentales est le respect des règles constitutionnelles. La constitution semble ne plus être le socle de l'Etat de droit mais une variable d'ajustement des acteurs politiques<sup>55</sup> ce qui induit des situations de crise majeure<sup>56</sup>. De fait, les acteurs politiques en Guinée comme au Burkina loin d'ignorer totalement les textes, ont décidé d'en faire un usage instrumental<sup>57</sup>. Ainsi, le « Balai citoyen » s'est très rapidement saisi de la question de la révision constitutionnelle en s'opposant à la modification de l'article 37<sup>58</sup> de la constitution burkinabè et exigé le départ, sans condition du pouvoir, le président Compaoré à la fin de son mandat. Le mouvement guinéen « Stop à la mauvaise gouvernance » présente, la même similitude. Au terme de ces deux mandats présidentiels, le président Guinéen Alpha Condé devrait engager un processus électoral pour une alternance au pouvoir. Au lieu de cela, il a engagé plutôt un autre processus : celui de la révision de la Constitution dans le dessein de faire un troisième mandat à la tête du pays. Le principal article qui cristallise toute la situation est l'article 27 de la constitution guinéenne. Il stipule que « le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de six ans, renouvelable une fois »<sup>59</sup>. Dans le même sens, la Constitution de 2010 qui était en vigueur, précisait qu'« en aucun cas, nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels, consécutifs ou non »<sup>60</sup>. Cette mention a tout simplement disparu dans le projet de nouvelle constitution élaboré par le gouvernement. Cette situation a servi de catalyse au déclenchement du mouvement « Stop à la mauvaise gouvernance » qui a plongé le pays dans un cycle de violence politique et sociale aigue durant plusieurs mois.

---

<sup>53</sup> K. DOSSO, « Les pratiques constitutionnelles dans les pays d'Afrique noire francophone : cohérence et incohérences », *Revue française de droit constitutionnel*, n°90, février 2012, pp. 57-85.

<sup>54</sup>T. MONÉNEMBOM, Du Burundi au Congo, en Afrique le retour des présidents à vie, *Le Monde diplomatique*, décembre 2015, p.3.

<sup>55</sup> F. HOURQUEBIE, « Le sens d'une constitution vu de l'Afrique », Titre VII [en ligne], septembre 2018, n° 1. P.3 URL complète : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/le-sens-d-une-constitution-vu-de-l-afrique>.

<sup>56</sup> L. AUGUSTIN, « La limitation du nombre de mandats présidentiels en Afrique francophone » *Revue électronique Afrilex*, 2003, pp. 139-174, <http://afrilex.ubordeaux.fr/la-limitation-du-nombre-de-mandats.html>, consulté le 20 mai 2014

<sup>57</sup> A.D. ALIDJINOU, « Droit constitutionnel et changement politique au Bénin et au Togo. Les paradoxes de la doxa juridique », [www.codesria.com](http://www.codesria.com) consulté le 20 janvier 202.

<sup>58</sup> Constitution du 02 juin 1991

<sup>59</sup> Constitution de la République de Guinée du 7 mai 2010, Titre III du pouvoir exécutif, consulté le 15 juin 2021,

<sup>60</sup> Ibid.

La constitution n'apparaît plus comme une barrière juridique, mais l'une des techniques que les pouvoirs mettent au service de leurs objectifs. Ainsi, elle est moins perçue dans son aspect normatif que dans ses aspects fonctionnels. Dans cette configuration, les citoyens recourent aux plusieurs formes de mobilisations comme pouvoir résiduel de contestation face à la toute-puissance de l'Etat. Les revendications qui en découlent visent le respect strict de la Constitution et par voie de conséquence, le blocage de tout changement du cadre légal comme finalité de ces mobilisations. Elles sont aussi évidemment à placer « autour de la question électorale »<sup>61</sup>.

## **B – Une pluralité de formes de lutte mobilisées par les mouvements citoyens « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance ».**

Confrontés à des situations sociopolitiques de fermeture des espaces de dialogue et de libre expression, les mouvements citoyens guinéen et burkinabè, recourent à une pluralité de stratégies de lutte susceptible de leur permettre d'ouvrir les espaces de liberté. On peut ainsi noter le recours à l'art de la mise en scène et de la non violence (1) et l'usage des médias sociaux (2).

### **1 – Le recours des mouvements citoyens guinéen et burkinabè à la non violence : une culture urbaine de la dissidence.**

Les mouvements citoyens en Guinée et au Burkina Faso ont réussi à susciter des dynamiques de mobilisation citoyenne dans leur espace politique respectif. Ils ont su développer, chacun à sa manière, des stratégies de militantisme par rapport aux degrés d'ouvertures de leur champ politique. Ces situations ont largement influencé sur la nature des formes de contestation qui ont été mises en œuvre dans chacun de ces pays.

Le Balai citoyen a développé une véritable stratégie de reconquête des esprits et des espaces jadis occupés par le président Compaoré depuis 27 ans. Le choix de la non-violence s'est imposé naturellement aux citoyens balayeurs, et apparaît comme l'option stratégique, le principe au dessus de tout<sup>62</sup>, face à un pouvoir répressif et violent. Ceci implique que toutes les actions mises en œuvre soient non-violentes. La stratégie de l'action non-violente a sa dynamique propre et son efficacité propre. « Non à la modification de l'article 37 », « Non au référendum », « Non au pouvoir à vie », Le peuple burkinabè n'est pas un peuple couché, c'est un peuple debout »<sup>63</sup>, ces messages en forme de slogan sont ceux brandis par les manifestants dans les rues et places de Ouagadougou sans rien d'autre pour défier le pouvoir que la

---

<sup>61</sup> R. BANÉGAS, Afrique de l'Ouest : des crises de la citoyenneté, octobre 2012, disponible à [http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/art\\_introrb.pdf](http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/art_introrb.pdf), consulté le 15 janvier 2021.

<sup>62</sup> Wall D, The No-Nonsense Guide to Green Politics, New Internationalist, 2010, pp.53-60.

<sup>63</sup> A. OUEDRAOGA et S. CAPITANT, « Burkina Faso : mobilisations sociales pour une insurrection inachevée », Alternatives sud, vol.23, 2016, p.31.

volonté ferme sans violence de s'opposer aux volontés du président. Alors que le mandat du président Compaoré prenait fin en mai 2015, il a souhaité publiquement modifier la constitution pour faire sauter le verrou de la limitation du nombre de mandats présidentiels. Après moult tentatives de règlement de la crise par le conseil des sages et des évêques de l'église catholique, le président refuse de renoncer à la révision et la situation se tend. Ainsi, a quelques mois de la fin du mandat présidentiel, le Burkina sombre dans une impasse politique et un durcissement du contexte social. Face à cette crise politique dantesque, le « Balai citoyen » s'est illustré à travers des actions conventionnelles de lutte : marches, manifestations, sit-in, mais non violent qui est un trait distinctif du mouvement. Il présente également la singularité de vouloir « *assainir citoyennement et proprement le Burkina Faso sans se salir mes mains* »<sup>64</sup>. Ainsi, du 27 au 30 octobre 2014, journées désignées sous le vocable de « quatre glorieuses », des milliers de militants « Balais citoyen » défient le régime et résistent vaillamment à la répression des forces de l'ordre<sup>65</sup> par la non violence. La même dynamique fut plus ou moins à l'œuvre, lorsque l'ensemble des manifestants envahissent l'Assemblée nationale burkinabè, chassant les députés, déstabilisant ainsi le pouvoir. Il faut dire que les réussites de la tactique non-violente sont le résultat de la dynamique d'affaiblissement progressif du pouvoir de l'État ou de ses représentants. Discrediter l'adversaire en provoquant sa réaction violente, le déstabiliser en refusant la confrontation traditionnelle, le paralyser ou l'essouffler en fixant ses forces avec de faibles moyens : telles sont quelques unes des tactiques de l'action non-violente. Cependant, la tactique non violente du « Balai citoyen », n'a pas été la seule forme d'action qui réussit à faire plier le régime burkinabè. La violence résiduelle qui a accompagné la non violence, par exemple lorsque le 30 octobre les manifestants mettent le feu à l'Assemblée contraignant les députés à sortir, a été le catalyseur de la reculade du régime et précipité le départ du président Compaoré.

En Guinée par contre, le militantisme des citoyens guinéens pour l'ouverture de l'espace politique, la liberté d'expression, et plus de démocratie s'est heurté à l'intransigeance du régime du président Alpha. L'engagement pour une tactique de non-violence adoptée par le mouvement citoyen « Stop à la mauvaise gouvernance », n'a pas été à la hauteur de l'enjeu politique. De fait, le mouvement citoyen n'a pas réussi à fédérer toutes les forces sociales guinéennes dans un cadre unique de revendication. L'action non-violente entend miser sur la responsabilité personnelle de chaque acteur. Mais, pour devenir efficace, elle doit être collective et organisée. Le mouvement « Stop à la mauvaise gouvernance » a été surtout une agrégation de militants aux relents corporatistes avec beaucoup de divergence dans la mise en œuvre des stratégies et formes de lutte. Les syndicats réunis au sein de la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée

---

<sup>64</sup>T. IBRAHIMA, « Jeunesse, Mobilisations Sociales Et Citoyenneté En Afrique De l'Ouest : Étude Comparée Des Mouvements De Contestation « Y'En a Marre » au Sénégal et « Balai Citoyen » au Burkina Faso, *Afrique et développement*, vol. 42, no. 2, 2017, pp. 57–82. *JSTOR*, [www.jstor.org/stable/90018191](http://www.jstor.org/stable/90018191), consulté le 16 juin 2021.

<sup>65</sup> A. OUEDRAOGO, S. CAPITANT, « Burkina Faso: mobilisations sociales pour une insurrection inachevée », op.cit., p.32.

(CNTG) ont constitué un front de revendication. La société civile avec d'autres forces sociales notamment « Stop à la mauvaise gouvernance » se sont réunis sous la bannière du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC)<sup>66</sup> qui a été le fer de lance de toutes les revendications. Les différents fronts avaient parmi leurs revendications respectives, des visées corporatistes et surtout gangrenés par des différends d'appartenance ethnique. Dans ce contexte, et face à un front de lutte citoyenne aussi désuni, les autorités ont opposé une violente répression qui a anéanti les espoirs des militants à empêcher l'organisation du référendum devant aboutir à la modification de la constitution et permettre un troisième mandat au président Condé. Par exemple, Le 30 avril 2019, le mouvement citoyen et les militants du Front national pour la défense de la constitution ont initié une marche pacifique pour protester contre le troisième mandat du président Alpha Condé à Kankan<sup>67</sup>. Au cours de la marche du 30 avril 2019, des partisans du Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG) prennent à partie plusieurs membres du FNDC comme pour répondre favorablement à la déclaration du président le 25 mars 2019, lorsqu'on danse « *avec un aveugle, il faut de temps en temps lui monter sur les pieds pour qu'il sache qu'il n'est pas seul* »<sup>68</sup>. C'est dans ce contexte que des éléments des forces de sécurité et de défense procèdent à l'arrestation et à la tuerie de plusieurs membres du FNDC et des civils au cours des marches de protestation pacifiques du 13 juin. La violence de l'État devient l'instrument de la non-violence des luttes sociales. Cette tendance de faire la politique autrement s'est illustrée dans les faits par un usage abondant des réseaux sociaux et des plates formes numériques.

## **2 – L'usage du pouvoir d'information des médias sociaux par le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » : une revivification de la pensée politique.**

Informers, c'est prendre la parole et c'est déjà prendre le pouvoir. Les acteurs militants du mouvement « Balai citoyen » ont très vite pris conscience du pouvoir d'information des réseaux sociaux. Ils ont construit leurs actions sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. De fait, les réseaux de l'internet, en tant que support technique d'action du monde contemporain, sont répertoriés dans notre recherche, comme une stratégie d'action utilisée par les deux mouvements citoyens et en même temps comme un outil de la vitalité démocratique. Ils participent comme l'ensemble du web à la

---

<sup>66</sup> Le Front national de défense de la constitution (FNDC) est un mouvement collectif constitué de partis d'opposition et de société civile qui manifestent depuis le 14 octobre 2019 pour protester contre la modification ou l'adoption d'une nouvelle constitution qui conduirait le président Alpha Condé à un troisième mandat présidentiel.

<sup>67</sup> I. DIALLO, « Guinée : le FNDC condamne l'arrestation des manifestants anti 3e mandant à Kankan, ce mardi 30 avril », Focus Guinée [en ligne], 30 avril 2019. URL : <https://focusguinee.info/2019/04/30/guinee-le-fndc-condamne-larrestation-des-manifestants-anti-3e-mandant-a-kankan- ce-mardi-30-avril/>

<sup>68</sup> « Alpha Condé : à propos de ses opposants : s'ils sont prêts à l'affrontement », Vision Guinée, en ligne, 25 mars 2019. URL : <http://www.visionguinee.info/2019/03/25/alpha-conde-a-propos-de-ses-opposants-sils-sont-prets-a-l'affrontement/>

reconfiguration de la visibilité des acteurs politique, à l'émancipation des acteurs de la société civile et au déploiement de l'expression citoyenne de la chose publique<sup>69</sup>.

L'internet et les réseaux sociaux ont substantiellement modifié le rapport des citoyens à la politique. En tant que nouvel espace politique de liberté d'expression et vecteurs privilégiés des mobilisations citoyennes, les réseaux sociaux sont ainsi devenus les nouveaux supports de la nouvelle forme de contestation politique. L'adhésion massive des citoyens aux différents réseaux numériques stimulerait l'engagement politique de ces acteurs dans le contexte politique très fermé de ces pays, et créerait par la même occasion les conditions favorables de l'éclosion et de visibilité du débat public. Dès lors, les citoyens deviennent des acteurs du web<sup>70</sup>. Ainsi, les nouvelles formes de l'action contestataire dans l'espace politique guinéen et burkinabè, ont su mettre à contribution les infinies potentialités qu'offrent les nouvelles technologies de communication pour dynamiser leurs actions coupant ainsi avec les formes classiques de mobilisations. *« On a vite compris que ce sont des moyens qu'il faut utiliser pour s'implanter. Les choses vont vite. On n'a pas besoin de se déplacer à Bobo pour que tout le monde sache. Il suffit de bien exploiter les réseaux sociaux et ça va bien fonctionner. On a aussi compris comment les réseaux sociaux ont été utiles en Tunisie dans le printemps arabe. Donc, on a compris que, c'est un outil très important de mobilisation »*<sup>71</sup>.

En effet, dans le contexte politique particulier du Burkina Faso, l'engagement politique sur les plates formes numériques s'était imposé comme un nouveau répertoire du militantisme. Il a ainsi permis, la mise en visibilité des revendications citoyennes. De même, il sert à travers une stratégie de communication global, à élargir le champ d'action des citoyens à la cause commune, et à provoquer des réactions chez les acteurs politiques. Ce qui fait dire à Dahmen-Jarrin Zouha que les pratiques d'information et de publicisation par lesquelles se construisent les actions protestataires en ligne entendent favoriser un mouvement de conscience<sup>72</sup>. L'accès aux médias numériques et notamment leur utilisation, s'offre ainsi aux militants du « Balai citoyen » comme une ressource unique et inépuisable, un puissant levier d'une contestation collective<sup>73</sup>, qui s'est non seulement révélée comme une redoutable arme aux mains de ceux-ci contre les contraintes du pouvoir, mais encore, a ouvert un espace supplémentaire d'interactions à des citoyens limités dans leur expression publique. Facebook et Twitter ont ainsi pu servir de puissants leviers aux mains des citoyens balayeurs burkinabè pour servir les causes des revendications communes. Ils ont aussi servi de moyens pour contourner les interdictions de police et de canaux par lesquels les citoyens

---

<sup>69</sup>D. CARDON, *La démocratie internet : promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010, p.102.

<sup>70</sup>H. OBERDORFF, *La démocratie à l'ère numérique*, Grenoble, Presse Universitaire de Grenoble, 2010, p.7.

<sup>71</sup> DIMÉ, MAMADOU, et al. « Entre La rue et l'Internet : Pratiques Revendicatives et Stratégies de Mobilisation De Y'en a marre, du Balai Citoyen, Filimbi et de la Lucha », op.cit., p.69.

<sup>72</sup>D-J. ZOUHA, op. cit., p. 189.

<sup>73</sup>M. CAHEN, M-E. POMMEROLLE et K. TALL, *Mobilisations collectives en Afrique : ça suffit !*, Pays-Bas, Brill, 2015, p.130.

burkinabè ont exposé les pouvoirs politiques répressifs et privatifs de liberté à la réprobation nationale et internationale.

Même si le mouvement guinéen a pu recourir aux possibilités de diffusion instantanée des informations sur le plan national et international qui par ailleurs est une ressource majeure et un outil efficace, les citoyens militants guinéens ne s'en sont pas aussi bien servi que les citoyens burkinabè. Dans le cas du mouvement « Stop à la mauvaise gouvernance », les autorités se sont mises au même niveau d'utilisation des réseaux sociaux que les citoyens. Et ont réussi à chaque fois à occuper les lieux de rassemblement avant ceux-ci ou mieux à arrêter les leaders du mouvement avant le jour ou l'heure des manifestations.

L'utilisation des ressources de l'internet par les deux mouvements citoyens, même si elle n'est pas du même niveau et n'a pas produit les mêmes résultats, a servi de support à la production et à la circulation de l'information nécessaire à l'audience des deux mobilisations citoyennes. Ainsi, l'usage massif des plates formes numériques et des réseaux sociaux par le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » de contestation pour des revendications participent donc des formes nouvelles de l'action politique des citoyens en Guinée et au Burkina Faso. Mais plus qu'un espace d'action favorisant les revendications et la visibilité, les pratiques d'information et de publicisation sur les réseaux ont servi à nourrir les représentations pour recruter et motiver les acteurs afin de prendre possession de la rue dans un élan populaire<sup>74</sup>. Cette forme d'action illustre parfaitement ce que Dominique Boullier<sup>75</sup> appelle le High Frequency Politics, à propos de l'opinion publique construite sur la base de la circulation virale des informations et des réactions auxquelles elles donnent lieu dans l'espace médiatique<sup>76</sup>.

En devenant un outil d'action politique, l'usage de l'internet a renforcé un militantisme spontané et égalitaire des citoyens dans la participation aux mouvements de contestation pour l'ouverture des espaces et un nouveau rapport citoyen à la politique.

## **II – Les mouvements de contestation au Burkina Faso et en Guinée pour une construction d'un espace d'autonomie des citoyens**

L'espace politique guinéen et burkinabè est marqué ces dernières années par une série de mobilisations sociales et citoyennes menées par des collectifs de jeunes. Ces derniers prennent activement part, à la réflexion et aux combats mettant en jeu des questions de société et de gouvernance, qu'ils ne veulent plus

---

<sup>74</sup>D-J. ZOUHA, op. cit., p.89

<sup>75</sup>B. DOMINIQUE, « Plates-formes de réseaux sociaux et répertoires d'action collective », in N. SIHEM (dir.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala, p. 37-50.

<sup>76</sup>D-J. ZOUHA, op. cit., p. 189.

laisser désormais aux seuls ressorts des organisations syndicales, des partis politiques ou des décideurs publics. Ces mobilisations citoyennes de contestation s'apparentent à une défense citoyenne face au pouvoir politique (A) dont les retombées politiques sont encore assez contrastées (B).

### **A – Aux origines des mouvements « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance », une défense citoyenne face au pouvoir politique.**

L'objectif affiché des mouvements de contestation est de ne plus laisser aux seules mains des organisations syndicales, des partis politiques le monopole des décisions communes, dans un nouveau registre d'action (1) et faire du citoyen un acteur politique (2).

#### **1 – Nous sommes le peuple et nous sommes là : nouvelle dynamique revendicatrice des citoyens guinéens et burkinabè.**

L'analyse du déroulé des mouvements citoyens au Burkina Faso et en Guinée permet d'identifier une séquence initiale commune aux deux situations susceptible de favoriser une esquisse d'explication. Les mouvements de contestation au Burkina Faso et en Guinée, comme beaucoup d'autres dans la sous région ouest africaine, ont montré un spectacle politique initial en apparence identique. La spontanéité d'indignations de masse, la jeunesse des acteurs militants, l'inexistence de figure majeure et/ou institutionnelle, la force mobilisatrice de mots d'ordre véhiculés par les nouvelles technologies de la communication, la contestation des autorités parfois au risque assumé d'affrontements avec les forces de l'ordre<sup>77</sup>.

Le mode d'émergence des mouvements de contestation politique, ainsi que leur déroulement et les méthodes d'action utilisées, montrent à l'évidence qu'ils ne sont ni accidentels ni provisoires. En effet, le spectacle des foules à Ouagadougou et à Conakry dans le prolongement des mouvements sénégalais et malien, a laissé entrevoir une nouvelle dynamique de l'action politique des citoyens. Ces citoyens qui sont descendues dans les rues et les places publiques pour s'adresser directement à leurs dirigeants, réclament et imposent une nouvelle forme de politique. Ils manifestent ainsi un nouveau rapport au politique, dont on peut penser et peut-être se convaincre qu'il va continuer à modifier les formes de l'action politique. C'est sans doute le sens de la formule de Léon Gambetta dans son discours à Lille le 15 août 1877 lorsqu'il s'adressait à Patrice de Mac-Mahon : « Quand le peuple se sera prononcé, il faudra se soumettre

---

<sup>77</sup> J-J KOURLIANDSKY, « Mondialisation et contestations », *La revue internationale et stratégiques*, n°93, printemps 2014, p. 117.

ou se démettre »<sup>78</sup>. Cette image du « nouveau citoyen militant » a été confirmée par l'évidence des faits notamment dans le contexte politique burkinabè relativement fermé qui a pourtant précipité le départ du pouvoir du président Compaoré. Dans ce sens, l'un des responsables du « Balai citoyen » déclarait : « Notre mouvement a un objectif premier qui est de sensibiliser, d'éduquer aux droits et aux devoirs des citoyens et d'agir également dans le sens de la protection de leurs droits. Notre but était vraiment un but pédagogique. Notre discours est un discours allant dans le sens de la bonne gouvernance politique, économique, la protection des droits des personnes, la défense des intérêts des populations, des citoyens »<sup>79</sup>. Même si la Guinée a connu une fortune différente de celle du Burkina, la résurgence surprenante des mouvements citoyens dans l'espace public de ces deux pays, a soudain fait renaître la croyance dans la capacité des « peuples » qui se lèvent et disent « non », à changer l'ordre des choses et le cours de l'histoire<sup>80</sup>. C'est le lien social dans son ensemble tout autant que le lien politique, qui est modifié par cette montée en puissance de « l'individu singulier »<sup>81</sup>. Même si ces mouvements n'ont pas été pensés et réfléchis comme étant des mouvements au sens « savant » du terme, ils ont rendu publique une forme d'action politique dans laquelle les citoyens notamment la jeunesse des deux pays se reconnaît et pour lequel ils travaillent à en asseoir la légitimité<sup>82</sup>.

Au Burkina Faso et en Guinée où le champ politique est longtemps resté un débat à guichet fermé, un huis clos entre initiés qui a exclu presque totalement les citoyens, les mobilisations citoyennes surgissent comme un nouveau ressort politique aux mains de ceux-ci. « Stop à la mauvaise gouvernance » et le « Balai citoyen » traduisent concrètement, l'évolution de la conception que les citoyens ordinaires se font de la démocratie, et reflètent la transformation du rapport qu'ils entretiennent au politique. La chute du régime autoritaire du Burkina Faso en 2014 par la force de la rue, conduite par le mouvement « Balai citoyen », la capacité de mobilisation des citoyens guinéens contre le régime, illustrent à bien des égards le début d'un nouveau rapport citoyen à la politique. De ce point de vue, on peut s'apercevoir que les citoyens (notamment burkinabè) ont réussi à renverser la charge de la peur longtemps construite par ces deux régimes au moyen de la violence. A partir de là, on voit bien que les expériences de la contestation des pouvoirs dans les rues et les places publiques, reconfigurent insensiblement mais irréversiblement les

---

<sup>78</sup>A. MAUROIS, *Histoire de la France*, Publishroom, 1947, p.125.

<sup>79</sup> DIMÉ, MAMADOU, et al. « Entre La rue et l'Internet : Pratiques Revendicatives et Stratégies de Mobilisation De Y'en a marre, du Balai Citoyen, Filimbi et de la Lucha », op.cit., p.68.

<sup>80</sup>C. BOUTON, *Faire l'histoire. De la Révolution française au Printemps arabe*, Paris, Cerf, 2013. Pp.25-33.

<sup>81</sup>R. SUE, propos recueillis par Catherine Foret, 5/09/2013, <http://www.millenaire3.com/Roger-SUEVers-une-economie-du-lien-social.122+M5e0a60902eb.0.html>, consulté le 20 janvier 2021.

<sup>82</sup>A. OGIEN, S. LAUGIER, *Le principe démocratie, Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, 2014, p.20.

pratiques de la politique<sup>83</sup> dans le champ politique des deux pays. Les nouveaux modes d'action se confirment, ils ont fait des rues burkinabè et guinéennes, non seulement un espace de mobilisation, mais aussi un espace délibératif<sup>84</sup>. De fait, à partir de l'exemple de la place Tahrir en Egypte, on remarque aisément au détour des deux mouvements citoyens, une multiplication des « parlements de la rue »<sup>85</sup>. Le « Balai citoyen » a ainsi essaimé dans tout le Burkina Faso avec ses clubs Cibai, cellule de base du mouvement<sup>86</sup>. A partir de la lecture de ces différents engagements citoyens et de leur manifestation, il semble possible d'y voir une transformation du rapport que les citoyens ordinaires entendent désormais entretenir au politique<sup>87</sup>.

C'est en ce sens qu'Ogien et Laugier expliquent que les mouvements de protestation extra-institutionnelle actuels reflètent la sensibilité politique d'une toute nouvelle génération de citoyens<sup>88</sup>. Abdoulaye Ouédraogo et Sylvie Capitant ont démontré dans leur article sur le Burkina Faso que le mouvement citoyen d'octobre 2014 ayant fait partir le président Compaoré du pouvoir s'inscrivait dans une riche tradition contestataire<sup>89</sup> du pays. C'est aussi le point de vue de Richard Banégas lorsqu'il soutient que tous ces mouvements de contestation qui sont nés dans le champ politique africain, veulent faire la politique autrement<sup>90</sup> en incarnant une nouvelle identité politique.

## **2 – Des mobilisations citoyennes au Burkina Faso et en Guinée pour une identité politique nouvelle.**

En surgissant dans le champ politique de façon déstructurée et assez peu coordonnés, les mobilisations citoyennes en Guinée et au Burkina ont montré leur capacité à bousculer les anciennes habitudes politiques. En effet, ils ont investi la scène politique pour des revendications contre les pouvoirs autoritaires. Au delà de ces ambitions de façade, le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » ont pourtant des effets transformateurs du politique dans la mesure où ils ont fait apparaître par leur performativité l'« impensée » du politique. En tant que « forces de résistance et de défense », les deux mouvements ont essayé, par différents moyens, de forger des identités politiques nouvelles. Cela a favorisé la circulation d'un nouvel imaginaire politique. Un imaginaire qui se concentre sur la protection de l'espace public physique et de sa capacité à rassembler les citoyens de divers horizons. Les militants

---

<sup>83</sup>S. CRITCHLEY, *Une exigence infinie. Ethique de l'engagement, politique de la résistance*, Paris, François Bourin, 2013, p.170.

<sup>84</sup>R. BANEGAS, Propos recueillis par J. MERCKAERT, « Mobilisations citoyennes, répression et contre-révolution en Afrique », *Revue Projet*, n° 351, février 2016, pp. 6-11.

<sup>85</sup>R. BANEGAS, F. BRISSET-FOUCAULT, A. CUTOLO (dir.), « Parlements de la rue espaces publics de la parole et citoyenneté en Afrique », *Politique africaine*, n° 127, octobre 2012.

<sup>86</sup>R. BANEGAS, *op.cit.*, p.7.

<sup>87</sup>G. HERMET, *L'Hiver de la démocratie, ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 53.

<sup>88</sup>A. OGIEN, S. LAUGIER, *Le principe démocratie*, *op.cit.*, p.15.

<sup>89</sup>A. OUEDRAOGO, S. CAPITANT, « Burkina Faso: mobilisations sociales pour une insurrection inachevée », *op.cit.*, p.32.

<sup>90</sup>R. BANÉGAS, *op.cit.*, p. 6

balayeurs en envahissant massivement les locaux de la Société Nationale d'Électricité du Burkina (SONABEL) en avril 2014, ou bien l'Assemblée Nationale en octobre de la même année, ils ont ainsi engagé un dialogue politique avec le pouvoir, dont les termes principaux sont la justice, la démocratie, assainissement de la vie publique, la protection du bien commun. Ces différents processus de contestation alimentent des logiques de refondation générale du pacte démocratique et social, de même qu'une remise à plat des règles politiques et institutionnelles. Selon Saskia Sassen<sup>91</sup>, ce sont bien des formes de recomposition du pouvoir qui se jouent à travers ces mobilisations dans un contexte africain où les institutions traditionnelles du politique (syndicats, partis politiques) sont de plus en plus impuissantes et ne sont quasiment pas engagés dans la compétition politique comme représentant l'intérêt général, mais comme porteurs « *d'ambitions personnelles ou de coalitions d'intérêts privés plus ou moins sordides* » visant à « *être associés au partage du gâteau qu'implique la participation au pouvoir* »<sup>92</sup>. Au-delà des actions de revendication et l'exigence d'une démocratie plus participative, le point commun de l'ensemble de ces mobilisations est l'inscription à l'agenda du politique des questions sociales et politiques. L'expérience des citoyens militants en Guinée et au Burkina ces dernières années a montré le dynamisme de la démocratie dans des espaces politiques jadis presque totalement fermés, et s'est avérée l'expression la plus fidèle de sa définition classique, à savoir, « le gouvernement au sein duquel le peuple conserve le pouvoir ». Les régimes burkinabè et guinéens ont sans doute sous-estimé les capacités de mobilisation des mouvements « Stop à la mauvaise » et « Balai citoyen » dans leurs revendications du respect des mandats présidentiels fixés par les constitutions.

Ces frondes populaires extra-institutionnelles dans les rues et sur les places publiques en Guinée et au Burkina étaient marquées par le sceau d'un engagement qui est celui de l'instauration d'un nouvel ordre politique démocratique susceptible de permettre à chaque citoyen individuellement et collectivement d'être acteur à part entière et partie prenante dans la détermination du présent et du futur de la collectivité. De ce fait, on peut dire que les deux mouvements de contestation et d'autres dans la sous-région, constituent désormais le marqueur d'une nouvelle ère de la citoyenneté africaine qui a engendré un changement d'attitude de ceux-ci envers la politique. Ainsi, les nouveaux citoyens militants ont réussi à faire des mobilisations citoyennes un élément structurant dans la quête d'une démocratie dynamique.

Le « Balai-citoyen » au Burkina-Faso et « Stop à la mauvaise gouvernance » en Guinée, malgré la répression, les oppositions politiques les plus farouches ont réussi, avec des fortunes diverses, à faire entendre la voix singulière des citoyens. Au-delà de leurs différences irréductibles dans la forme comme dans le fond en fonction des opportunités et des contraintes auxquelles ils ont fait face, les « nouveaux

---

<sup>91</sup>S. SASKIA, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2007, p.341.

<sup>92</sup>F. PONET, *op.cit.*, p.3.

citoyens politiques » ont remis au goût du jour un genre de mobilisation déjà connu avec une touche de modernité, mais dont les ressorts essentiels sont articulés autour du désir profond de ceux-ci de mettre en actes le plus complètement possible le motif démocratique. Au travers de cette lutte pour la démocratie qui conteste les pouvoirs dans la rue, on se rend bien compte que l'intérêt des citoyens pour la cause publique n'est pas mort, voire n'a jamais été autant partagé »<sup>93</sup>. Pour les deux mouvements, l'objectif principal, n'est pas tant la prise du pouvoir politique et son exercice - et c'est peut-être là le principal grief à leur faire – mais davantage de contrôle citoyen, une surveillance citoyenne sur les décisions, les actes et les agissements des acteurs politiques. Cette tendance accrue de vigilance citoyenne lie, selon Pierre Rosanvallon, démocratie d'expression, démocratie d'implication et démocratie d'intervention. La « démocratie d'intervention est constituée de toutes les formes d'action pour obtenir un résultat désiré »<sup>94</sup>. Alain Touraine<sup>95</sup> dans sa construction d'une sociologie du conflit est allé dans le même sens en affirmant que la société se construit à travers la lutte des mouvements sociaux qui empruntent un long processus en vue d'un changement. Les slogans « nous sommes le peuple » ou bien « nous sommes les 99% », scandé par les foules, témoignent de ce que les citoyens entendent désormais s'appropriier et s'impliquer dans la gestion au quotidien de toutes les questions qui les concerne, sans toutefois se soucier des résultats de leurs actions.

## **B – Entre soulèvement populaires et restaurations autoritaires : éléments de bilan de l'action du « Balai citoyen » et « stop à la mauvaise gouvernance ».**

De l'élan et du dynamisme des mouvements de contestation politique en Guinée et au Burkina, les pouvoirs politiques ont opposé de violentes répressions (1), cela n'a pas enlevé aux mouvements de contestation de s'inscrire pour longtemps dans le patrimoine national des luttes (2).

### **1 – Des mobilisations réprimées par le pouvoir politique**

La résurgence des mouvements de contestation politique a ouvert une nouvelle ère de l'activité politique des acteurs militants au Burkina Faso et en Guinée. En fonction des conditions de leur émergence, des dynamiques de leur développement, le nouvel activisme politique des citoyens de ces deux pays, n'a pas connu les mêmes succès quant à leurs objectifs. De fait, les prises d'espace politique, le respect des

---

<sup>93</sup>J. ION, *S'engager dans une société d'individus*, Paris, Armand Colin, 2012, p.220.

<sup>94</sup>P. ROSANVALLON, *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006, p. 26.

<sup>95</sup>A. TOURAINE, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978, p.31.

mandats présidentiels, les revendications pour une justice sociale, d'égalité et d'autonomie, ont abouti à des résultats très variables. Il s'est avéré que la capacité de cette poussée protestataire à produire des changements politiques est tout autant difficile que complexe pour plusieurs raisons. Elles s'articulent autour de deux axes d'analyse qui prennent en compte successivement l'ensemble des univers sociaux dans lesquels ont émergé le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » et la structure des opportunités politiques qui conditionnent leur succès.

Le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance », ont été pour l'essentiel des mouvements de soulèvement et de révolte conduite sous la houlette de la jeunesse qui a su mobiliser autour d'eux de nombreux autres univers sociaux. Même si les populations de ces deux pays peuvent être hétérogènes et marquées par des différences d'intérêts et peut-être des divergences idéologiques, la jeune génération a servi de pôle d'agrégation à l'expression des souffrances de ces populations. Au Burkina Faso, malgré la violence politique, le « Balai citoyen » aux côtés d'autres soulèvements populaires ont su chasser du pouvoir le président Blaise Compaoré en 2014.

Contrairement au mouvement burkinabè, la grande force mobilisatrice de la jeunesse guinéenne n'a pas réussi à opérer les changements politiques et sociaux espérés notamment empêcher le troisième mandat du président Condé. Les forces d'opposition mise en place par le régime autoritaire guinéen n'a pu laisser s'exprimer les revendications portées par la coalition des mouvements, partis politiques et le Front National pour la Défense de la Constitution. Ainsi, l'effet « Balai citoyen », c'est-à-dire la réussite de la révolte démocratique qui a permis de renverser l'ordre institutionnel figé par le pouvoir politique au Burkina, a été subitement remplacé par l'effet « Guinée Conakry », c'est-à-dire la réussite des réflexes autoritaires de fermeture des espaces politiques.

Le deuxième axe d'analyse des difficultés des deux mouvements citoyens dépend de la structure des opportunités politiques. Il s'agit des éléments et paramètres de l'environnement politique intérieur à la Guinée et au Burkina qui ont empêché ou favorisé le militantisme politique. Il existe deux environnements politiques possibles : un environnement ouvert et un autre fermé. Il en résulte que la manière dont les citoyens guinéens et burkinabè ont occupé l'espace politique respectivement dans leur pays ne détermine pas leur force ni leur capacité dans la lutte, mais des ouvertures du système politique lui-même<sup>96</sup>. En clair, le concept de structure des opportunités vise à montrer l'interdépendance entre l'activité politique et l'environnement politique dans lequel il émerge. Cela est d'autant plus vrai que la réussite du « Balai citoyen » n'est pas dû au fait que le mouvement burkinabè dispose plus de ressources que le mouvement

---

<sup>96</sup>P. EISINGER, "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", *American Political Science Review*, n°67, 1973, pp.11-12.

guinéen, mais parce qu' il a bénéficié d'un contexte politique favorable<sup>97</sup>. En effet, l'explosion de la colère au Burkina Faso, a pu se faire non pas parce que les citoyens burkinabés étaient plus rompus à manifester que les citoyens guinéens, mais parce que le contexte politique dans ce pays y était favorable. A contrario, en dépit des motifs plus ou moins valables de contestation, les mobilisations citoyennes en Guinée, sont restés en deçà des attentes des citoyens, parce que l'espace politique de dialogue dans ce pays fermé et très peu propice aux manifestations collective<sup>98</sup>. Dans l'absolu, Alpha Condé en Guinée, ne voulait surtout pas subir le sort du président Compaoré au Burkina-Faso. Le contexte international non plus n'est pas très favorable à la prolifération des mouvements de contestation dans la mesure où la lutte antiterroriste est devenue l'obsession des grandes puissances, et dans ce cadre, des régimes autocratiques en profite pour museler leurs opposants et fermés les espaces de débat et de contestation. De plus les oppositions politiques entre l'Occident, la Russie et la Chine<sup>99</sup>, ne favorisent pas davantage les mouvements citoyens qui sont tassés par un camp comme un autre comme étant des agissements impérialistes financés depuis l'extérieur. Enfin, le « business » qui se développe autour de l'émergence économique de l'Afrique est plutôt vecteur d'un statu quo<sup>100</sup>.

## **2 - Des mouvements inscrits dans le patrimoine des luttes des deux pays.**

Malgré les efforts des gouvernements burkinabè et guinéen pour contenir ou même neutraliser les mouvements citoyens, il est de plus en plus difficile pour les pouvoirs politiques, de tenir en lisière du jeu démocratique ces acteurs collectifs "inconnus" qui veulent désormais peser sur les orientations, la gestion des affaires politiques les concernant. Au mot d'ordre de « pain, liberté, respect de la constitution et justice sociale » auxquels les pouvoirs opposent la violence et la répression, ces mouvements peuvent avoir été révolutionnaires dans leurs exigences, mais ils n'ont pas tous produit des changements de fond dans les pratiques politiques au sein des Etats. Dans ce sens, on peut mesurer la déception des acteurs civils de la mobilisation citoyenne ayant conduit au changement politique intervenu au Burkina-Faso lorsque notamment, après les élections qui ont suivi le renversement de Compaoré, ce sont les anciens caciques du régime de ce dernier qui ont repris les rênes du pouvoir. Cette situation avait donné l'impression du « déjà vu » à tous ceux qui ont œuvré pour le changement, qu'une « alternance sans

---

<sup>97</sup>M. LILIAN, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, n°1, 2002, pp. 75-100; [https://www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-2950\\_2002\\_num\\_52\\_1\\_403696](https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_2002_num_52_1_403696)

<sup>98</sup>M. LILIAN, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspectives », *Revue française de sociologie*, mars 2004, vol.45, pp. 561-580.

<sup>99</sup>R. BANEGAS, Mobilisations citoyennes, répression et contre-révolution en Afrique, op. cit.,p.8.

<sup>100</sup>Ibid.

alternative » a remplacé vingt-sept ans d'« alternance impossible »<sup>101</sup>. Dans la perspective de l'analyse du succès politiques des mobilisations, on peut convoquer ici William Gamson comme un des rares auteurs à avoir étudié le « succès » des mouvements citoyens, dans *The Strategy of Social Protest*<sup>102</sup>, afin de ressortir les facteurs déterminants. Pour lui, les revendications d'un mouvement citoyen ne sont pas une donnée stable, mais constituent plutôt un ensemble de facteurs mouvants et évolutifs en fonction notamment de l'évolution du rapport de force entre protestataire et pouvoir politique.

A la lecture des résultats politiques et des changements sociaux intervenus à la suite des récents mouvements citoyens en Guinée et au Burkina Faso, le constat est beaucoup moins reluisant et laisse entrevoir des sentiments d'échecs relatifs. De fait, les mouvements citoyens étudiés n'ont pas encore vraiment constitué une alternative ni aux programmes politiques de ces Etats ni aux partis politiques. On peut cependant nuancer que les difficultés de ces mobilisations à produire les transformations politiques espérées ne signifient pas une reconduction du même. Dans ce sens, On peut admettre avec Breugh, que dès le moment où les populations se soulèvent pour réclamer une participation politique plus large et plus inclusive et revendique leur légitimité comme « sujet politique », quand bien même ils seraient souvent suivis d'échecs, ne sont pas sans suite. « *L'action politique du grand nombre laisse des traces. Elle reste vivante dans l'esprit des masses populaires et oriente leur comportement ultérieur* »<sup>103</sup>. Allant dans ce sens Cathérine Cooliot-Thélène estime que « *Kant n'avait sans doute pas tort de penser qu'il est des idées qui, quand elles sont formulées, inscrivent dans l'historicité des sociétés humaines des points de non-retour : non pas parce que ces idées détermineraient de façon définitive les formes des sociétés à venir, mais parce que, une fois apparues, elles sont pour toujours disponibles et réactualisables dans des circonstances nouvelles* »<sup>104</sup>. A partir de là, Claude Ake<sup>105</sup>, s'est refusé à établir des niveaux de comparaison entre les Etats africains et les standards démocratiques formels, mais suggère que la valeur réelle des mouvements populaires de protestation devait être évaluée à l'aulne de ses effets sur la conscience et l'imaginaire politique des sociétés, sur leur capacité à inventer des nouvelles visions de démocratie et du développement, au sein desquelles prévaut l'intérêt populaire<sup>106</sup>. Même si les victoires immédiates et éclatantes ont été peu nombreuses comme en Guinée, leur impact plus large sur la conscience des citoyens, ne doit pas être sous-estimé. En clair, on peut donc retenir que l'élément

---

<sup>101</sup>Titre d'un numéro de la revue *Politique africaine* il y a quinze ans, n°101, janvier 2006, cité par F. POLET, « Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires », *op.cit.*, p.17.

<sup>102</sup> W. GAMSON, *The Strategy of Social Protest*, Homewood, Dorsey, 1975, p. 55.

<sup>103</sup> M. BREUGH, *L'expérience plébéienne. Une histoire discontinue de la liberté politique*, Paris, Payot 2007, p.220.

<sup>104</sup>C. COOLIOT-THELENE, *La Démocratie sans démos*, Paris, PUF, 2011, p.203.

<sup>105</sup>C. AKE, *Social Science as Imperialism*, Ibadan University Press, 1982, p. 120.

<sup>106</sup>A. BRANCH, Z. MAMPILLY, *Africa Uprising. Popular protest and political change*, Londres, Zedbooks, 2015, p.165.

fondamental, ce qui apparaît comme l'acte politique majeur de tous ces mouvements, ce ne sont pas tant les ressources mobilisées en termes matériels ou de puissance de mobilisation dans la quête de revendication face aux pouvoirs politiques, mais la ferme conviction des acteurs engagés de vouloir changer l'état des lieux socio-politique pour une promesse démocratique. Ainsi, les mouvements citoyens guinéens et burkinabè, sont rentrés dans le patrimoine politique de ces pays et au-delà de toute l'Afrique comme étant des moyens auxquels il est possible désormais de recourir pour faire des revendications politiques afin de donner force et légitimité à leurs actions.

## **Conclusion**

Les mouvements « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » de contestation ont fait irruption dans l'espace politique burkinabè et guinéen suite à une série de crises sociopolitiques. Ils expriment l'expression sociale et politique d'une remise en cause d'un ordre politique qui exclu les citoyens de la gestion des biens communs. De même, ils participent à la dénonciation et le rejet du caractère autoritaire et arbitraire des régimes politiques dont les conséquences peuvent être : vie chère, inégalités sociales, corruption endémique, accaparement des institutions par un personnel politique au service de minorités qui défendent leurs privilèges, de distribution des pouvoirs qui renforcent les dynamiques de dépossession<sup>107</sup>.

Les mouvements citoyens en Guinée et au Burkina Faso, participent à la reconstruction du politique en s'inscrivant dans l'histoire longue, celle de l'émancipation des peuples. Ils se situent dans les luttes d'ouverture des espaces politiques trop bien souvent verrouillés par les pouvoirs en place. L'émergence de ces deux mouvements à l'instar d'autres mouvements de contestation en Afrique de l'Ouest, expriment le rapport entre le social et le politique. Il s'agit de la nécessaire réinvention de nouvelles formes d'approche de transformation sociale, des formes d'organisation et de la reconstruction du politique. De ce fait, le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise gouvernance » marquent le retour des citoyens ordinaires en tant qu'acteurs centraux de la scène politique. Dès lors, des foules des citoyens anonymes sont en effet descendues dans les rues du Burkina et de la Guinée pour s'adresser directement à leurs dirigeants et exiger de ceux-ci un changement dans la gestion du bien commun et du respect des mandats présidentiels. Ces deux mouvements sont nés d'une volonté des citoyens de se réapproprier leur situation et leur parole. Car ils ont le sentiment d'être dépossédés de leur participation aux choses publiques, de ne pas avoir de place dans les décisions qui sont prises et qui les concernent pourtant au premier chef. Les rassemblements se sont partout organisés autour d'un seul motif, celui de la démocratie, même si ce mot a recouvert des revendications disparates : avoir le droit de s'exprimer, mettre fin à la corruption, ne pas subir l'arbitraire, avoir un travail. Toutes ces protestations ont posé une exigence : le respect de la dignité des personnes et

---

<sup>107</sup>D BILLION, « Mouvements de contestation dans le monde, causes dynamiques et limites », *Iris*, avril 2020, p.15.

des droits des citoyens. Dans leur façon de procéder, le « Balai citoyen » et « Stop à la mauvaise » ont adopté la non-violence comme forme d'action politique, même s'il y a eu parfois beaucoup de heurts et de morts, du fait de la violence et de la répression dont a fait usage les pouvoirs burkinabè et guinéen. Ces deux mouvements ont surgi et ont évolué en dehors des partis politiques et des syndicats, sans leader, ni programme, ni stratégie de prise de pouvoir. De fait, certains citoyens sont lassés des formes classiques de contestation. Pour eux, les manifestations syndicales traditionnelles font partie d'un paysage et d'une expression politiques périmés, et des discours creux qu'ils induisent. Tout ça n'est plus tout à fait adapté à leurs attentes qui exigent beaucoup plus de transparence et d'honnêteté de la part des dirigeants, plus d'information au public, mais aussi une meilleure représentativité, une participation réelle aux choix collectifs, réservés pour le moment à une petite minorité. Ils manifestent un nouveau rapport au politique, dont on peut penser qu'il va continuer à modifier les formes de l'action politique.

Cependant, force est de constater que les deux mouvements de contestation n'ont pas réussi à changer réellement l'état des lieux politico-social préexistant dans leur pays respectif. En Guinée, la situation a été particulièrement difficile. Cette difficulté à produire des résultants sur le terrain ne relève pas seulement du caractère spontané et non organisé du mouvement guinéen, à sa forme évolutive et à son horizontalité, mais elle provient surtout de l'utilisation de la violence physique légitime et de la fermeture de l'espace politique par le pouvoir guinéen. Même si à l'opposé du cas guinéen, le « Balai citoyen » a réussi à faire partir le président Compaoré, le mouvement s'est presque totalement essoufflé. Ces échecs relatifs peuvent provenir du fait que ces mouvements ne proposent pas une alternative crédible aux pratiques qu'ils dénoncent, ce qui les condamnent de fait à n'être plus que des mouvements éphémères. Suivant Alain Touraine, « *un mouvement social n'est pas le créateur d'une société plus moderne ou plus avancée que celle qu'il combat; il défend, dans un champ culturel et historique donné, une autre société. Il faut remplacer le thème du dépassement par celui de l'alternative* »<sup>108</sup>. A cette fin, les mobilisations de contestation dans l'espace politique guinéen et burkinabè n'ont pu que bousculer l'ordre politique existant, et ne se sont donc inscrits qu'au seul registre symbolique. De ce point de vue, et pour ne pas avoir une lecture binaire sur le mode réussite-échec des mouvements citoyens burkinabè et guinéen, on peut les apprécier, dans une large mesure, comme l'expression d'une bonne vitalité démocratique.

---

<sup>108</sup> Alain Touraine, *La voix et le regard*, op.cit., pp.107-108.